

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi
22 janvier 1976

No 413
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Kissinger à Moscou

LES ILLUSIONS DE LA «DETENTE»

Le démarcheur Kissinger vient une nouvelle fois de mettre pied sur le sol de Moscou mardi soir dans le but de négocier avec la clique dirigeante soviétique les accords sur la prétendue «limitation des armements stratégiques» dits accords SALT-2.

Du côté américain, on parle d'«imposer» des négociations, et l'on fait prévaloir que celles-ci «ne pourront aboutir» qu'au cas où l'URSS cesserait d'intervenir en Angola.

Mais, au cas où un nouvel accord interviendrait, que serait-il sinon un simple morceau de papier, comme tous les précédents qui ont été signés.

Depuis plus de dix ans, les USA et l'URSS se disputent les sphères d'influence dans le monde. Pour cela, ils n'ont cessé d'accélérer la course aux armements. Cette réalité étant particulièrement frappante pour l'Union soviétique.

Depuis 1968, trois accords sur la limitation des armes nucléaires ont été signés entre les deux grands tyrans.

Le premier — en 1963 — avait pour objet l'arrêt partiel des essais nucléaires. A cette époque, l'URSS n'atteignait pas le niveau de développement des armes atomiques des USA. Neuf années après — date de la signature du second accord — cette superpuissance aura presque atteint le niveau américain. Et en 1974, lors de la signature des accords de Vladivostok l'URSS aura pratiquement effacé son retard.

En fait, ces accords, et en particulier le dernier, n'imposent aucune restriction quantitative et qualitative quant à la production des armements nucléaires stratégiques. L'URSS possédait en 1962, soixante-quinze missiles balistiques intercontinentaux ; en 1969, elle en possédait 1 050. Pour leur part, les USA seront passés pour la même période de 294 à 1 054. Mais en 1975, l'Union soviétique en avait 1 618, alors que les USA restaient au niveau de 69.

Ainsi, en dépit de tous les accords signés, la course aux armements ne cesse de s'accélérer. Et l'équilibre entre les deux superpuissances est à jamais rompu en faveur de celle qui porte encore l'enseigne du socialisme pour mieux tromper son monde.

Il faut ajouter à cela, qu'en outre, les deux superpuissances, et notamment l'URSS, ont intensifié ces toutes dernières années la production et la modernisation de leurs armements conventionnels.

Ainsi, la soldatesque soviétique est passée en quinze ans de trois millions d'hommes à 4,2 millions (les USA n'ayant que 2 millions d'hommes de troupes) ; ainsi l'Union soviétique possède-t-elle 40 000 chars de combat, pour 10 000 chars US, etc.

Ce dernier point témoigne d'ailleurs bien, que cette course aux armements n'a pas pour seul but d'intimider l'adversaire, pour finalement se maintenir sur ses positions, mais que le but réel, notamment pour l'Union soviétique, est l'intensification des préparatifs en vue de la possibilité de l'engagement d'un conflit non-nucléaire.

De fait, il apparaît clairement que les négociations engagées par les deux «grands», sont envisagées du côté soviétique uniquement dans le sens où elles permettent la réduction des armements de leurs adversaires.

La «détente militaire» pour la clique Brejnev, n'est autre qu'une étape essentielle dans ses préparatifs militaires d'agression.



Affiche militariste russe qui n'a rien à envier aux placards de la propagande hitlérienne. Ils parlent de «détente», mais ne cessent de renforcer leur potentiel militaire agressif nucléaire et conventionnel : 1 618 missiles intercontinentaux nucléaires soviétiques, 700 missiles sous-marins, 40 000 chars de combat, 4,2 millions d'hommes de troupes, etc.

23 paysans devant le tribunal de Rennes,

LA REPRESSION CONTRE LES PAYSANS EN LUTTE

Seize paysans de Loire-Atlantique et sept autres du Finistère comparaissent mardi devant la troisième chambre correctionnelle de la Cour d'appel de Rennes. Ils faisaient appel des jugements des tribunaux de Saint-Nazaire et de Morlaix qui les avaient condamnés au mois de septembre à des peines allant de quinze mois à huit jours de prison avec sursis, en vertu de la loi «anticasseurs».

Ils ont été inculpés à la suite des manifestations ayant eu lieu en juillet et août 1974, pour protester contre l'effondrement des revenus des paysans producteurs de viande. 80 paysans étaient présents dans la salle du tribunal pour soutenir leurs camarades et ont été menacés d'arrestation immédiate par le président du tribunal.

Me Henri Leclerc qui était le défenseur des inculpés a fait le procès de la loi «anticasseurs» dont on ne rappellera jamais assez qu'elle fut mise en place à la demande des dirigeants du PCF.

Le tribunal rendra son verdict le 17 février.

(suite page 3)

Le représentant de l'OLP en France

LES PALESTINIENS VEULENT LA PAIX AU LIBAN

Alors qu'au Liban, la journée de mardi a été l'une des plus meurtrières, faisant plus de 114 morts à Paris, Ezzedine Kafak, chef du Bureau d'information et de liaison de l'OLP à Paris, parlant à l'occasion d'un déjeuner de l'Association de la presse diplomatique devait déclarer notamment :

«Tout d'abord je veux rappeler que si une partie du peuple palestinien est au Liban aujourd'hui, c'est parce qu'il y a été contraint et qu'il a été chassé de sa patrie... Les problèmes sociaux et de politique intérieure au Liban, la Résistance palestinienne veut s'en tenir à l'écart car ce n'est pas son problème propre. Nos fusils sont tournés vers Israël, pas ailleurs...»

Il devait ajouter encore :

«Oui la Résistance palestinienne est engagée aujourd'hui au Liban partout où nous sommes attaqués. Nous ne nous laisserons pas massacrer par les forces isolationnistes aidées par l'armée libanaise. La communauté internationale et l'ONU ont toujours reconnu à un peuple le droit de se défendre. Nous ne sommes

plus dans la situation de septembre 1970 en Jordanie.

Nous sommes pour le regroupement de toutes les forces arabes contre Israël et l'impérialisme, c'est pour quoi nous sommes aussi concernés quand les forces patriotes sont attaquées.

Les forces isolationnistes sont contre le caractère arabe indéniable au Liban et pour cause. C'est pour cela qu'avec Israël ils prétendent que des forces syriennes ou palestiniennes régulières (division Yarmouk) sont rentrées au Liban. C'est faux, la Syrie a démenti, nous démentons.

La Résistance palestinienne est forte au Liban, nous n'avons pas besoin de renfort d'autant que nous n'avons pas encore utilisé tous nos moyens militaires.

Nous les réservons car les événements actuels offrent une possibilité très probable à Israël d'agresser le Sud-Liban jusqu'au 11 juin suivant son vieux rêve.

Je le répète : notre intérêt, c'est la paix au Liban, dans un Liban non divisé et non confessionnaliste. Nous ne sommes pas partie dans le conflit social. Nous voulons seulement lutter contre Israël et l'impérialisme pour rentrer chez nous...»

Dans un foyer parisien 300 travailleurs immigrés menacés d'expulsion

600 d'entre eux ont déjà été expulsés par les CRS

300 travailleurs immigrés devaient être expulsés ce mercredi matin d'un foyer situé Porte des Lilas dans le 19^e arrondissement de Paris. Ils font la grève des loyers depuis plusieurs mois pour protester contre l'augmentation des loyers passés de 170 à 200 F par mois. Ils refusent de payer aussi cher pour des locaux en préfabriqué dans lesquels ils sont trois

ou quatre par chambre, où il y a des infiltrations d'eau, deux douches et deux wc par bâtiment de 26 locataires, où il n'est pas possible de prendre une douche chaude en hiver, où il est difficile de se chauffer. La direction (le Bureau d'aide sociale de Paris) qui devait procéder à des réparations ne les a pas effectuées.

(Suite page 3)

SAHARA OCCIDENTAL :

DECLARATION DU F. POLISARIO

Le peuple sahraoui affronte une guerre d'extermination depuis le 31 octobre 1975, menée par l'armée agressive marocaine en collaboration avec les autorités coloniales espagnoles. Puis la collusion s'est étendue à l'armée mauritanienne qui, elle aussi de son côté, a envahi le sud de notre pays. Ces interventions militaires étrangères qui visent l'étouffement du droit légitime et inaliénable de notre peuple à l'existence et à la liberté, et son anéantissement pur et simple, entrent dans le cadre de l'accord tripartite conclu à Madrid le 4 novembre 1975 entre les gouvernements de Madrid, Rabat et Nouakchott.

Le plus étonnant c'est que cet accord de partage de notre pays trouve l'appui de la France. En effet, cette dernière soutient les envahisseurs marocains dans leurs entreprises criminelles : approvisionnement militaire en aliments, vêtements et armements, allant même jusqu'à sa participation en hommes.

Les deux Français, MM. Séguro Pierre et Dief Jean-Paul, emprisonnés par notre armée populaire de libération après une attaque de nos combattants contre un convoi militaire marocain pendant laquelle les forces d'agression marocaines ont perdu au moins cinquante soldats, constituent la preuve concrète de ce soutien. Par conséquent, ces deux prisonniers de guerre seront présentés, dans un délai très proche, à un tribunal militaire révolutionnaire devant lequel ils seront jugés.

Le Maroc a la force matérielle d'envahir notre pays, pourtant il ne possède pas la même force pour protéger quiconque, même à l'intérieur de son propre territoire, contre les coups d'un peuple agressé chez lui.

Considérant cette situation de guerre imposée à notre peuple, nous mettons en garde toutes les personnes qui tenteraient de se rendre au Sud marocain vers le Sahara sans autorisation spéciale du F. POLISARIO. D'autre part, nous prévenons toute personne physique ou morale contre toute précipitation à une éventuelle participation au pillage des richesses d'un peuple qui fait face à une guerre d'extermination.

Par ailleurs, nous lançons un appel vigoureux au peuple français et à ses vants-gardes politiques de soutenir notre peuple dans sa juste lutte pour l'existence, la liberté et l'indépendance.

Par le fusil nous arracherons la liberté.

EXTENSION DES GREVES
EN ESPAGNE

Dans toute l'Espagne, des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève. De nouvelles grèves ont éclaté depuis le début de la semaine.

20 000 mineurs de l'entreprise «Hunosa» dans les Asturies ont fait grève lundi et mardi, paralysant tout le bassin. La direction a mis à pied 10 000 grévistes jusqu'en février à titre de sanction.

D'autre part, dans la banlieue de Barcelone, 113 entreprises ont été paralysées par des mouvements de grève de la quasi totalité des ouvriers qui y travaillent.

A Valence, quelque 70 000 travailleurs du secteur du bâtiment ont cessé le travail, paralysant totalement ce secteur.

Au Pays basque, plus de deux mille employés des banques se sont mis en grève à Bilbao, 500 travailleurs de la banque de Biscaye se sont enfermés dans l'église d'Ibalearri après avoir été délogés du siège de la banque par la police. On signale également des grèves à Vitoria, à Pampelune et à Estella (Navarre).

Des arrêts de travail et des manifestations de chômeurs ont enfin eu lieu dans plusieurs villes et villages d'Andalousie, au sud de l'Espagne.

PORTUGAL : Après la publication du rapport d'enquête sur la tentative de putsch prosoviétique

ARRESTATION
DU GENERAL
DE CARVALHO

L'ex-général Otelo de Carvalho vient d'être arrêté en raison de sa participation à la tentative de putsch prosoviétique du 25 novembre, annonce l'état-major de l'armée de terre portugaise.

L'enquête du Conseil de la révolution sur les événements du 25 novembre, récemment publiée, l'accuse formellement d'avoir fait distribuer des armes et des munitions aux parachutistes rebelles de la base de Tancos. Le commandant Martins Guerreiro, dernier supporter du général prosoviétique Gonçalves représenté au Conseil de la révolution est également mis en cause dans le rapport d'enquête.

Celui-ci accuse formellement «des organisations, des unités militaires, des personnes militaires et civiles, armées ou non, d'avoir suivi la ligne du Parti communiste portugais (PCP), du Front uni révolutionnaire (FUR), et de l'Union démocratique populaire (UDP)» ayant conspiré dans le but de porter atteinte à la sécurité intérieure de l'État. Les objectifs poursuivis, affirme le rapport d'enquête, portaient sur : la restructuration du Conseil de la révolution

pour y obtenir la majorité absolue, et, en conséquence, le contrôle de l'organe du pouvoir politique et militaire, la modification des forces armées par le remplacement des commandants des régions militaires du pays, la restructuration en leur faveur de l'Assemblée générale du MFA et la chute du 6^e gouvernement.

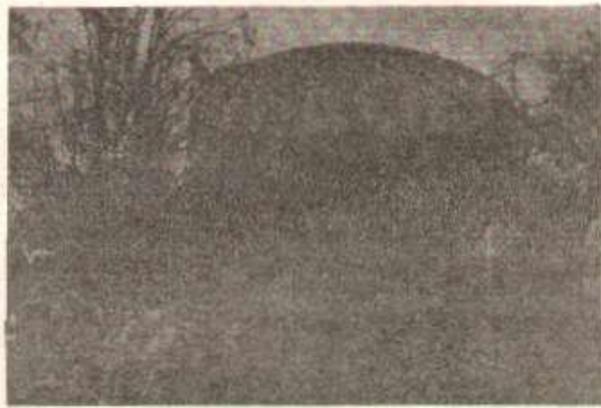
Mentionnant le caractère préparé du putsch, le document précise que l'ordre de distribuer des armes à diverses unités prosoviétiques (fusiliers marins, École pratique d'artillerie, Copcon, etc) aurait été donné dès le 22 novembre. Le 24 novembre, le Copcon (dissous depuis) avait détourné du matériel militaire de retour d'Angola.

Dans la nuit du 24 au 25 novembre, les parachutistes occupaient la plupart des bases de l'aviation, en rébellion ouverte contre leur commandement. Le Copcon, où Carvalho était très influent, donnait l'ordre au régiment d'infanterie de Queluz de se préparer à attaquer les commandos d'Amadoro restés fidèles au 6^e gouvernement d'indépendance nationale. Le régiment avait refusé et n'avait pas

bougé. L'artillerie antiaérienne, sommée de placer des batteries antiaériennes dans son quartier général, au cas où l'aviation interviendrait, avait également refusé d'obéir à l'ordre du Copcon.

Au cours de la même nuit, révèle le document d'enquête, Jaime Serra, membre du Comité central du PCP, rendait visite au Copcon pour conférer avec lui. Pendant qu'un dirigeant du Mouvement démocratique portugais, le «PCP bis» se rendait au RALIS (régiment d'artillerie de Lisbonne) soutenant les parachutistes. Des éléments de la Ligue d'union et d'action révolutionnaire (LUAR) trotskyste, se trouvaient à Tancos, revêtus d'uniformes militaires et suivant un entraînement militaire.

La publication du rapport d'enquête devrait accélérer la clarification de la situation politique intervenue aux lendemains du putsch manqué, dont les responsabilités sont maintenant évidentes aux yeux de tous. Elle sanctionne la cuisante défaite de l'URSS et de ses alliés qui ont échoué piteusement dans la tentative d'accrocher le Portugal au char de Moscou. Toutefois il est évident que, même s'ils changent de tactique, ils ne désarmeront pas pour autant. Déjà le PCP cherche à dévoyer à son profit les justes luttes revendicatives de la classe ouvrière, des petits paysans et des travailleurs portugais. Il n'empêche qu'il est de plus en plus déconsidéré aux yeux des masses portugaises qui ne manqueront pas, sans doute, au cours des prochains jours, d'exiger son départ d'un gouvernement qu'il a cherché à renverser par un putsch.



En mars 1975 les unités prosoviétiques du Copcon dirigées par Carvalho arrêtaient des dirigeants syndicalistes de la Chimie luttant pour le bien-être, l'indépendance et la démocratie.

USA : LE MESSAGE DE FORD SUR L'ÉTAT DE L'UNION

UN OPTIMISME DE COMMANDE

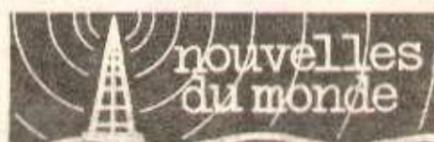
Le patron de la Maison blanche a prononcé lundi devant les deux chambres du Congrès, son traditionnel «message sur l'état de l'Union», consacré essentiellement aux problèmes intérieurs des USA. Il présentera le mois prochain un «message sur l'état du monde», traitant exclusivement de sa politique extérieure.

En cette période pré-électorale, Ford a tenu à donner un tour résolument optimiste à son propos, ce qui l'a conduit à des formules efflu-

ques du genre «l'état de notre Union est meilleur, mais pas encore assez bon» pour qualifier la situation économique, affirmant qu'il avait bon espoir que les USA arriveront à équilibrer leur budget en constant déficit... en 1979 !

Le véritable «état de l'Union» est plutôt dépeint à travers une série de propositions : augmentation des effectifs de polices fédérales, des institutions pénitentiaires, des services d'espionnage et de renseignements.

Ses allusions à la politique extérieure témoignent toutefois de l'inquiétude que cause aux dirigeants américains la politique agressive de leurs rivaux soviétiques. Un accroissement substantiel du budget de la défense a été annoncé et «la détente» n'a pas été mentionnée dans son discours. Le sénateur Jackson a commenté positivement ce fait en affirmant «le peuple américain en a assez de cette voie à circulation unique qui donne tous les avantages à l'adversaire» (l'URSS).

PAS DE DEGEL
DES RELATIONS
AVEC L'ESPAGNE

Les ministres des Affaires étrangères des neuf pays de la CEE ont remis à plus tard le «dégel» des relations commerciales avec l'Espagne, maintenant la politique qu'ils avaient adoptée en octobre 1975 après l'exécution de cinq jeunes révolutionnaires espagnols.

Ils estiment qu'une modification de leur attitude envers l'Espagne doit être soumise à une libéralisation politique dans ce pays, concernant notamment la liberté d'association et les libertés syndicales.

RFA

REMOUS AUTOUR D'UN
NAVIRE SOVIETIQUE

La présence pour «réparations» d'un navire de recherches océanographiques soviétique hérissé d'antennes dans le port de Hambourg a suscité de nombreuses «spéculations», deux jours avant la réunion dans la même ville du groupe de planification nucléaire de l'OTAN.

On ne conteste pas à Bonn que des navires semblables ont été souvent observés lors de manœuvres navales de l'OTAN. A l'école d'état-major, située à une quinzaine de kilomètres du port, où se réunira le groupe le plus secret de l'OTAN, on précise que les travaux se dérouleront «en toute quiétude» dans des salles garanties contre «toute écoute extérieure».

Le commandant du navire, Vladimir Golyak, a qualifié enfin «d'insolentes» les spéculations de la presse de Hambourg, au sujet d'une mission d'espionnage du «Musson», qualifiant la présence de son navire de «pure visite d'amitié».

Méfions-nous comme de la peste de cette «amitié-là» !

GENEVE

COLLOQUE SUR
LE NOUVEL ORDRE
ECONOMIQUE MONDIAL

Une centaine de personnalités originaires de 42 pays ont commencé à examiner lundi à Genève les implications du nouvel ordre économique mondial dans le cadre d'un colloque de l'Institut international d'études sociales.

Luis Echeverria, président du Mexique, a envoyé un message à ses participants pour condamner l'utilisation de l'aide alimentaire comme arme diplomatique.

Un porte-parole algérien a, de son côté, dénoncé les provocations et menaces dont son pays est l'objet, de la part de «nostalgiques d'un temps à jamais révolu».

OFFENSIVE OUVRIERE
AU PEROU

La fédération péruvienne des mineurs et des ouvriers de la métallurgie a entrepris une grève de 48 heures pour réclamer notamment la libération de six de ses dirigeants, arrêtés en décembre dernier. La Fédération compte quelque 70 000 membres. La grève affecte notamment les grands gisements de Centromin et de Toquepala. Les grévistes demandent également la réintégration de plusieurs mineurs licenciés et la réouverture de certaines mines fermées.

Par ailleurs, 16 000 travailleurs de l'imprimerie sont en grève depuis 6 jours empêchant la sortie des principaux quotidiens de Lima.

nouvelles intérieures

Avortement et contraception RIEN N'EST REGLE

SIX MILITANTES DU MLAC INCULPEES A AIX-EN-PROVENCE

La bourgeoisie s'oppose à l'application de sa propre loi

Depuis de nombreuses années, le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) et le mouvement « Choisir » luttent pour le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits pour toutes les femmes.

L'intense mobilisation de ces dernières années a abouti en 1975 à une nouvelle loi sur l'interruption de la grossesse, permettant aux femmes majeures seulement de pouvoir avorter dans les hôpitaux lorsque la grossesse ne dépasse pas huit semaines.

A l'automne 1975, des membres du MLAC et de Choisir qui pratiquent des avortements ont été inculpées et sont passées le 20 janvier devant le juge d'instruction. Une centaine de personnes étaient présentes pour soutenir les inculpées et prouver que ce procès n'était pas celui de quelques personnes mais celui du mouvement et de toutes les femmes. Trois militantes ont été inculpées « d'exercice illégal de la médecine » et

« tentative d'avortement » et trois autres pour complicité.

Comme elles l'ont elles-mêmes déclaré : le procès que l'on nous intente prouve que rien n'est réglé. Le « scandale » de Marmande est là pour en témoigner. Le scandale, ce ne sont pas les avortements mais le manque d'éducation sexuelle des jeunes qui sont obligés de recourir à l'avortement. Pourquoi les femmes continuent-elles à venir au MLAC pour se faire avorter ? Essentiellement pour deux raisons. Parce que les hôpitaux ne pratiquent pas d'avortement ou dans des conditions très restrictives. A Aix en Provence, il y a dix avortements pratiqués chaque semaine alors que ce sont vingt ou trente qui devraient l'être.

Ensuite parce que les femmes n'ont pas confiance dans les hôpitaux qui font tout pour les décourager, les culpabiliser et mettre de nombreuses barrières médicales ou administratives. Souvent aussi la date est dépassée. L'avortement par aspiration est une méthode

simple, sûre, peu coûteuse et rapide. Pourtant quand les femmes demandent des explications aux refus qui leur sont opposés dans les hôpitaux, on leur répond : « Nous n'avons plus de place, de temps, de matériel ». Voilà ce que dissimulent les belles paroles de Simone Weil. Ne nous étonnons plus devant le nombre infime d'avortements pratiqués légalement et le grand nombre d'avortements pratiqués « illégalement ».

Alors que la bourgeoisie était contrainte de tolérer les activités du MLAC et de Choisir, aujourd'hui, prenant prétexte de la nouvelle loi, elle tente de les réprimer.

Il s'agit maintenant d'imposer l'application réelle de la loi, dans tous les hôpitaux et dans de bonnes conditions pour les femmes.

Au travers des militantes d'Aix en Provence, ce sont toutes les femmes que le gouvernement veut frapper. C'est une riposte nationale qui doit avoir lieu pour qu'elles soient relaxées.

La préparation du 7^e plan capitaliste IMPOTS PLUS ÉLEVÉS, HAUSSE DES PRIX, CHOMAGE C'est là ce que préparent les planificateurs

Giscard d'Estaing présidait ce mardi un conseil de planification consacré à la préparation du 7^e plan allant de 1976 à 1980. Celle-ci est entrée maintenant dans sa dernière phase. D'ores et déjà on en connaît les grandes lignes.

Il proposera un taux de croissance annuelle de 5 % ou un peu plus. Le Comité de l'emploi du 7^e plan prévoit quant à lui que cela correspondra à un nombre de chômeurs d'environ un million quatre cent mille. Et ajoutons tout de suite qu'entre les prévisions des planificateurs bourgeois et la réalité il y a toujours une grande différence. C'est ainsi que le 6^e plan (1971-1975) prévoyait un taux de

croissance de 5,9 % de la production intérieure brute alors qu'il n'a été que de 3,6 %.

Ce que l'on peut donc dire, c'est que le 7^e plan prévoit pour la période 1976-1980 un minimum d'un million quatre cent mille chômeurs.

Ensuite de fortes hausses des impôts et des cotisations sociales sont prévues. Les impôts directs passeraient de 1975 à 1980 de 7,8 à 8,8 % de la production intérieure brute et les cotisations sociales de 17,3 % à 18,1 %. Le poids global des impôts directs, indirects et des cotisations sociales qui, en 1975, représentait 40 % de la production intérieure brute, en représenterait 43,3 % en 1980.

Enfin, des hausses importantes des tarifs publics sont également prévues. Le rythme des augmentations annuelles qui est de 6,5 % actuellement passerait à 11 ou 12 %.

En ce qui concerne l'inflation le taux prévu est de 8,6 %. Mais on sait ce que valent les prévisions en ce domaine.

Quant aux gains du pouvoir d'achat qui ont été de 4,5 % entre 1970 et 1973, ils seraient ramenés à 2,4 %.

Comme on le voit le 7^e plan est la planification du chômage, des impôts élevés et de la vie chère. La bourgeoisie prévoit ainsi de faire supporter aux travailleurs le poids de sa crise.

Le général Gallois dénonce la fausse détente :

« LES USA ET L'URSS PARLENT DE DESARMEMENT MAIS ILS SE SURARMENT »

Le général Pierre Gallois, un des spécialistes français des problèmes de défense, estime que tous les entretiens ou conférences — d'Helsinki sur la sécurité et la coopération, de Vienne sur la réduction des armements en Europe, de Genève sur le désarmement — camouflent en réalité la poursuite de la stratégie de puissance et le surarmement des deux « grands » Etats-Unis et URSS.

Que la politique de détente, qui d'ailleurs, écrit le général Gallois dans la revue mensuelle « Paradoxes », a généralement déçu, profite à l'URSS, cela est une évidence car, pour lui, l'Union soviétique considère finalement « la détente comme une tactique venant jouer son rôle dans une stratégie de puissance ».

S'appuyant sur une longue démonstration de l'échec

Gallois affirme que « les négociations sur la soi-disant limitation des armements stratégiques américains et russes, n'auront abouti qu'à décupler les efforts d'armements de ces deux puissances ».

Ce qui est essentiel à l'ère nucléaire, précise le général Gallois, c'est que « depuis que siège à Genève une Commission du désarmement (1962), Américains et Russes ont ajouté chaque jour plus d'une mégatonne à leur arsenal ». Même si les Russes acceptaient, à Vienne où l'on discute depuis trois ans de la réduction des forces armées dans le secteur contre-Europe, de faire reculer leurs blindés et leur infanterie de quelques centaines de kilomètres de l'autre côté du rideau de fer, cela ne changerait rien au fait primordial que les États-Unis et l'URSS sont les deux grands détenteurs des armes de destruction massive.

« Ainsi, conclut le général Gallois, en discutant d'entente et de désarmement, les deux "grands" s'opposent et surarment ».

Corse : CINQ PAYSANS PAR LA POLICE INTERPELLES

(Suite de la p. 1)

Des perquisitions ont eu lieu mardi matin au domicile de cinq paysans de la plaine orientale de la Corse.

Quatre d'entre eux ont été conduits à Bastia dans les locaux de la police judiciaire tandis que le cinquième était interrogé par les gendarmes.

Ils ont été remis en liberté durant l'après-midi.

Au moment où ils étaient interrogés, les responsables des Fédérations départementales des syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Corse et de Corse du Sud tenaient une conférence de presse à Ajaccio et leur por-

te-parole « s'élevait énergiquement contre ces interpellations ». Il déclarait également que le Conseil d'administration se réunirait demain, afin d'envisager les « actions à mener ».

Apprenant la libération des cinq agriculteurs, le porte-parole des FDSEA des deux départements a précisé que le Conseil d'administration se réunirait quand même mercredi afin « que pareil fait ne se renouvelle pas ».

Ces interpellations font partie des mesures visant à intimider les paysans corses en lutte contre les capitalistes du négoce du vin.

Diplomates-espions, chantage LE KGB EN FRANCE

Dans son édition du 19 janvier, l'hebdomadaire « Le Nouvel Observateur » révèle les noms de deux responsables des services secrets soviétiques en France.

L'hebdomadaire indique que « pour le KGB, le "résident" est Ivan Petrovitch Kisliak et (...) pour le GRU (service de renseignements du haut état-major de l'armée soviétique), Nikolai Evdokimov. Dans les annuaires, ils sont officiellement "conseillers d'ambassade" : l'un de troisième rang, l'autre de sixième ».

Il ne reste donc au gouvernement français qu'à mettre à la porte ces messieurs. Et le plus vite sera le mieux.

Parmi la gamme des moyens d'action utilisés par le KGB en figure un, habi-

tuel aux services secrets : le chantage.

A la prise de Berlin, ce qui était alors l'Armée rouge a saisi toutes les archives de la Gestapo en France. On dit qu'aujourd'hui le KGB se sert de ces archives et qu'il utilise comme agents de pénétration, d'influence, des individus dédouanés pour leurs agissements sous l'occupation et dotés de faux certificats de Résistance. Ces hauts personnages, désireux de garder secret leur passé, sont hauts dignitaires de la Légion d'honneur, directeurs, industriels. Ce que le KGB leur demande en échange du silence ? Organiser des discussions, prendre position, faire des déclarations au moment opportun et conformément aux intérêts du social-impérialisme russe.

TROIS CENTS TRAVAILLEURS IMMIGRES MENACES D'EXPULSION

(Suite de la page 1)

Lundi les CRS sont intervenus pour expulser déjà 61 locataires et fermer deux des bâtiments. Ils ont pénétré à l'intérieur et des « déménageurs » de la préfecture ont forcé les portes, enlevé les lits et matelas, vidé les armoires, jeté les vêtements à l'extérieur, puis ils ont cadenassé les portes. Les travailleurs qui étaient alors à leur travail n'ont pas pu revenir chez eux et ont dû être hébergés par d'autres locataires du foyer. La bourgeoisie n'hésite pas ainsi à violer sa propre légalité puisque les expulsions sont interdites en hiver. Et maintenant, la préfecture de Paris veut expulser les autres locataires. L'objectif est clair : briser la lutte des travailleurs immigrés contre les marchands de sommeil.



Vet-France à Lisieux

Contre les licenciements et la répression

Elargir le mouvement

Après l'expulsion des grévistes par les flics mardi 13, le patron s'acharne de plus belle à intimider les ouvriers pour les diviser et leur faire reprendre le travail.

En fin de semaine, le patron proposait de recevoir une à une les grévistes, mais celles-ci ont refusé : « Il est hors de question que nous acceptions de le rencontrer une à une. » 74 lettres de grévistes ont été envoyées au patron pour lui signifier le refus de cette manœuvre.

Lundi 19 janvier, le patron les informait que les 74 grévistes ayant refusé d'aller à la convocation étaient licenciées.

Après ces multiples pressions, sur un total de 158 personnes, 85 ont repris le travail. D'autant que l'attitude de certains responsables CGT n'est pas des plus claires : ils ne proposent de se « battre » que sur le terrain de la légalité bourgeoise.

Lors de l'intervention policière, le nécessaire n'avait pas été organisé pour empêcher l'expulsion. En fait c'est Laumonier - le responsable de la CGT qui monopolise la direction de la lutte - c'est lui qui décide de tout, les filles n'ayant pas leur mot à dire.

En réponse à cette attitude antidémocratique, des syndiqués CGT ont créé jeudi dernier une section CFDT. Les discussions vont bon train : comment se battre, comment diriger notre lutte nous-mêmes... Comme il fallait s'y attendre, il n'est pas question pour le patron

d'accepter une nouvelle section syndicale, alors il attaque en référé. La réponse devait être rendue hier soir. 74 ouvrières licenciées

c'est inacceptable ; engager une procédure juridique comme le proposent les responsables CGT, c'est accepter de fait les licenciements.

Elargir le mouvement de lutte, créer un large rapport de force c'est le seul moyen de lutter contre la répression.

Au Prisunic de Carhaix (Bretagne)

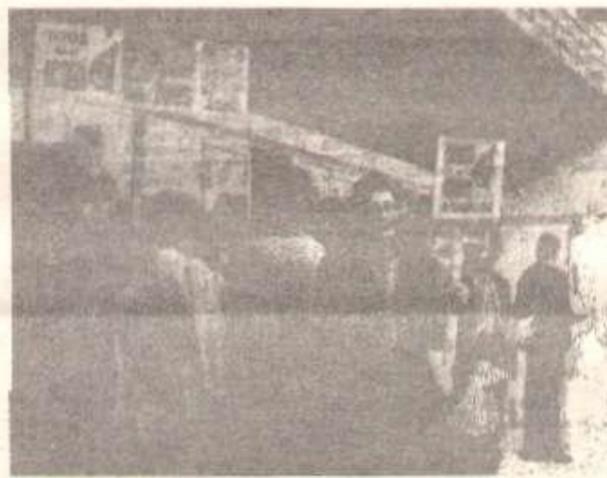
ACTION CONTRE LES LICENCIEMENTS

C'est pour s'opposer au projet de licenciement de trois travailleurs du Prisunic de Carhaix dans le Finistère que l'ensemble des employés entre dans la lutte. Dans un communiqué, ils disent : « En 1968, le personnel était au nombre de 49, à l'heure actuelle il n'est plus que de 34. Ce chiffre de 34 ne permet pas d'avoir de bonnes conditions de travail et de satisfaire pleinement les besoins de la clientèle. Afin d'augmenter ses bénéfices, la direction voudrait faire supporter aux salariés un surcroît de travail en licenciant trois d'entre nous dès maintenant. Et demain ? Conscient que la seule cause des licenciements est l'accroissement des profits pour la direction, le personnel met à tout en œuvre pour s'opposer à ces licenciements injustifiés ; d'autant plus que nous nous trouvons en période d'augmentation du chômage et de difficultés croissantes pour trouver du travail. »

Au cours d'un arrêt de travail, les travailleurs ont distribué des tracts expliquant leur lutte. Pendant

cet arrêt de travail, les cadres ont dû se mettre aux caisses, et dépassés par le travail, ils fourraient l'argent

des compte, 1,5 million de perdu ! » Alors que Cuptier, le directeur, explique que c'est l'incidence des nouvelles charges sociales...



Devant le grand magasin, les employés pendant l'arrêt de travail (Photo correspondant HR).

dans leur poche et en guise de ticket de caisse, un bout de papier signé. Une cliente dit à un cadre « caissier » : « L'argent que vous mettez dans vos poches c'est pour le soutien aux grévistes ? »

Apprenant la nouvelle de ce débrayage, la direction générale des magasins Prisunic s'écrie : « Vous vous ren-

En fait, la cause c'est la restructuration et la reorganisation du magasin, aux moindres frais pour Cuptier. Les travailleurs du Prisunic ne veulent pas en faire les frais, et les autres travailleurs de Carhaix soutiennent leurs camarades de Prisunic.

Correspondant HR.



VICTOIRE SUR L'INTEGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE

A Arrent, ville de la banlieue d'Oyonnax (dans l'Ain), les travailleurs de l'entreprise de transformation de matière plastique « Grosfillex », ont obtenu satisfaction sur leur principale revendication : l'intégration de la prime de rendement dans le salaire, qui représente 30 % du salaire. Après huit jours de grève, ils ont voté la reprise du travail pour mardi. Ils ont également obtenu une prime de fin d'année de 580 F.

Ce qu'il faut souligner également, c'est que dans cette entreprise - près de 1 200 personnes, la principale de la région d'Oyonnax - il y avait bien des années qu'il n'y avait pas eu de grève. Vendredi, c'était 80 % du personnel des bureaux qui s'était joint au mouvement, alors qu'au départ il ne se sentait pas forcément concerné. Devant la menace d'une grève de grande ampleur, le patron a dû céder.

SOIDARITE AVEC LES GREVISTES

Suite à la grève de 24 h des éducateurs des écoles d'enfance inadaptée de Marseille, lancée par la CFDT vendredi dernier contre le licenciement d'un délégué syndical CFDT (voir HR No 411), le mouvement se poursuit. A l'école d'éducateurs où était employé Mandrille, le délégué syndical, les grévistes ont décidé de continuer la grève reconductible de 24 heures.

Conscients du point faible de toute grève, du manque d'argent, ils comptent mettre en place un dispositif financier de solidarité, l'opération « Bijoux ».

Déjà des dizaines d'éducateurs ont offert un « trésor de grève » de quelques centaines de bijoux (colliers, bagues, bracelets, boutons de manchettes, etc.).

Les grévistes lancent un appel à tous les artistes et artisans bénévoles à alimenter ce « trésor de grève » en fabriquant des bijoux et contribuer ainsi à soutenir la lutte.

Écrire à : Section syndicale de l'École d'éducateurs - CFDT - 18, rue Sainte - 13001 Marseille.

GREVE DANS UNE VERRERIE DE L'Auvergne

La totalité des 550 ouvriers de production des verreries de Pay-Gaillaume (Puy de Dôme) s'est mise en grève lundi soir pour des revendications salariales et pour réclamer l'embauche d'une cinquantaine d'ouvriers à des postes qui n'ont pas été pourvus.

9 travailleurs immigrés marocains licenciés

A Dozulé, à 20 km de Caen, 9 travailleurs immigrés marocains ont été licenciés fin décembre d'une briquetterie où ils travaillaient depuis 1973 après avoir été surexploités. Ils touchaient 24 F par wagon, cela pour trois personnes, ils travaillaient durement pour un très maigre salaire. Le patron, avide de profits exigea deux wagons de plus par jour pour le même salaire.

Devant cet arbitraire du patron, les 9 Marocains avaient refusé, parce qu'ils ne pouvaient plus supporter qu'on les prenne pour des bêtes.

Ce patron exploite et licencie quand il veut, et de plus avec les immigrés à un moyen de pression par les cartes de séjour qu'il refuse. Bien souvent isolés, les immigrés sont les premières victimes, et seule la solidarité des travailleurs français-immigrés unis, permettra la réintégration des 9 licenciés.

A Valence

LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA BOULONNERIE CALIBREE

CONTRE TOUT LICENCIEMENT

Alors que les 320 travailleurs de la Boulonnerie calibrée ont reçu leur lettre de licenciement à la veille de Noël (drôle de cadeau !) et se battent pour le maintien de leur emploi, le patronat local et les pouvoirs publics reprochent aux travailleurs de refuser les solutions de « relance » proposées, soit 150 personnes sur le carreau.

POUVOIRS PUBLICS ET PATRONAT MAIN DANS LA MAIN

La Préfecture laisse traîner le dossier, tout comme le député-maire UDR et les industriels intéressés par une éventuelle reprise de la Bou-

lonnerie calibrée. Ceux-ci ne semblent pas trop pressés de faire de véritables propositions car ils attendent la « bonne occasion ». En effet, les deux groupes concernés, l'un franco-italien (GFD et Fontana), l'autre suisse (Staedler) laissent pourrir la situation. Ils attendent la fin du préavis (les derniers jours de février 1976) et la démobilité, afin de racheter l'entreprise au meilleur prix, et dans le minimum de conditions pour l'embauche, 180 personnes.

Bas salaires, conditions de travail déplorables, effectifs en constante diminution, répression systématique, en-

traînant évidemment des réactions des travailleurs.

REFUSANT D'ETRE LES VICTIMES DE LA CRISE LES TRAVAILLEURS SE BATTENT

Les travailleurs de la Boulonnerie calibrée, avec leur syndicat CFDT, refusent d'être les victimes du chantage patronal, et ils déclarent : « Nous n'avons pas à choisir notre patron, ni à accepter 150 licenciements. »

Le préavis de licenciement se termine dans les derniers jours de février.

Le patronat, le pouvoir voudraient faire porter aux

licenciés la responsabilité des licenciements alors qu'il appartient aux pouvoirs publics de proposer des solutions satisfaisantes pour l'emploi. Solutions d'autant plus urgentes que le chômage touche plus de trois mille personnes à Valence, où aucune industrie nouvelle ne s'est implantée depuis 20 ans. Au contraire, ces derniers mois, on n'a enregistré que des fermetures, comme à Valdrome ou chez Friedmann.

Au-delà des 320 travailleurs de la Boulonnerie calibrée, le sort de 1 000 familles de la région de Valence est également en cause.



social

A l'Alsthom-Savoisienne (Saint-Ouen)

«QUAND LE PATRON SE DEGUISE EN MEDECIN...»

Vendredi dernier, plusieurs dizaines d'ouvriers de l'usine de la filiale du trust COE à St-Ouen débrayaient pour protester contre les lettres de licenciement de deux ouvriers, alors en maladie, sous prétexte de «suppression de poste» pour l'un et de «manque d'activité et de discipline» pour l'autre. La section CFDT avait organisé le mouvement où après avoir occupé les bureaux de la direction, celle-ci devait déclarer qu'elle n'avait pas encore envoyé les lettres de licenciement.

Cette affaire, dont nous aurons sous peu de plus amples informations, est liée en fait à l'utilisation de «médecins patronaux» que la CFDT de l'usine avait dénoncé quelques jours plutôt dans un tract ; nous en publions ci-dessous des extraits.

Récemment un travailleur de la Savoisienne, qui était en arrêt-maladie, a eu la «visite» à domicile d'un médecin. Il venait contrôler si cet ouvrier était vraiment malade !

Le camarade a refusé absolument de se laisser consulter par ce «médecin» un peu... spécial. Cette décision courageuse est tout à fait légitime. Mais, la direction a décidé de ne pas lui verser les indemnités complémentaires prévues par les accords de mensualisation. Il n'y a pas de petits profits !!

La Sécurité sociale, qui seule a le droit d'exercer un contrôle, avait justement contrôlé ce camarade et

reconnu son arrêt de travail parfaitement justifié. Alors ? MM. Forey, Destugues et Le Guern seraient-ils de meilleurs médecins que les contrôleurs de la Sécurité sociale ?... Ou bien ont-ils trouvé un nouveau moyen de faire baisser l'absentéisme ? Un moyen plus simple et moins coûteux que de s'attaquer aux causes profondes et réelles de l'absentéisme : les mauvaises conditions de travail.

Il faut savoir que :

- 7,5 % d'ouvriers qui travaillent en normale et 19 % de ceux qui travaillent en équipe sont atteints de troubles digestifs ;

- 6,5 % (normale) et 32 % (équipe) ont des ulcères ;

- 13 % (normale) et 32 % (équipe) des travailleurs ont des maladies nerveuses.

La seule raison de l'absentéisme, c'est l'exploitation capitaliste : horaires trop longs, bruits, fumées, vapeurs, travail de robot, transports épuisants et, non pas la soi-disante «complaisance» des médecins traitants, comme semblent le penser MM. Forey, Destugues et Le Guern !

La durée de vie moyenne d'un OS est de 59 à 62 ans, au lieu de 72 à 74 ans pour les travailleurs intellectuels et les professions libérales.

Il faut croire que, pour nos patrons, 62 ans de vie c'est encore trop, puisqu'ils semblent penser que... nous nous soignons trop bien !!

Depuis quelque temps, les patrons prennent l'habitude d'envoyer des «médecins» (généralement de l'entreprise de contrôle médical Sécurex) visiter à domicile les travailleurs malades. Ces «médecins» payés environ 100 F la visite sont soi-disant chargés de... «débusquer les

argument bidon pour affaiblir la réaction des travailleurs. Ils essaient de diviser les ouvriers, entre les bons qui ne sont pas malades et les mauvais qui sont malades.

Toujours la même vieille tactique de diviser pour régner.



tire-au-flancs» et de leur ordonner de reprendre le travail (parallèlement le patron ne paye plus le complément d'indemnités).

Ces messieurs de la direction prétendent qu'ils veulent simplement contrôler ceux qui s'arrêtent trop souvent. Mais que personne ne se fasse d'illusions ! C'est un

C'est une véritable entreprise policière qui est mise en place et personne n'en sera à l'abri. Le cas de notre camarade est particulièrement flagrant : son dernier arrêt-maladie remontait à plus d'un an et demi.

Aucun travailleur ne doit se laisser endormir par le bla-bla-bla de la direction.

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER SE PREPARE ACTIVEMENT DANS L'ENTHOUSIASME

Partout, dans de nombreuses entreprises, on prépare avec ardeur et entrain le rassemblement national ouvrier auquel convient à Paris, le 14 février, les communistes marxistes-léninistes de France et leur quotidien «L'Humanité rouge».

Ce rassemblement par lequel l'avant-garde communiste marxiste-léniniste donnera la parole aux ouvriers qui mènent le combat de classe contre la bourgeoisie, et par lequel elle exposera sa ligne politique de combat, suscite beau-

coup d'initiatives. C'est ce qu'il faut.

Parmi ces initiatives citons celle des travailleurs de l'entreprise Gaboriau à Bayonne qui, en nous annonçant leur venue à Paris le 14 février, proposent de projeter un film. C'est un film super 8 sonore réalisé au cours de leur dernière grève. Il montre quelles étaient les conditions de travail, comment s'est organisée la grève, les assemblés généraux, l'occupation de l'usine, une manifestation où les travailleurs ont affronté les flics, comment le

patron a monté des provocations, n'hésitant pas à user de barres de fer, de quelle façon les responsables du faux parti communiste français se sont comportés durant la lutte... Ce film dure 26 minutes.

Voilà une excellente façon de faire connaître la lutte des ouvriers et de susciter un débat riche sur les problèmes auxquels sont confrontés tous les travailleurs qui se battent contre les capitalistes.

Que partout l'on dise aux ouvriers que les marxistes-lé-

ninistes organisent cette journée durant laquelle ils prendront la parole, montreront leurs succès, expliqueront leurs échecs, débattront des problèmes qui se posent dans la lutte. Que les initiatives se multiplient pour une participation massive au RASSEMBLEMENT OUVRIER

le 14 février de 14 à 24 heures dans les salles A et B de la Mutualité 24, rue St-Victor Paris-5^e (métro Maubert-Mutualité)

Marseille

L'ASSOCIATION DE SOLIDARITE FRANCO-ARABE DENONCE LE RACISME de la revue «Le nouveau guide Gault et Millau»

A Marseille, vendredi dernier, l'Association de solidarité franco-arabe devait porter plainte et dénoncer le contenu d'un article raciste de la revue «Le nouveau guide Gault-Millau».

La revue bien connue pour être au service de la classe dominante — ne publie-t-elle pas à longueur de colonne des commentaires sur la restauration de luxe — a passé dans son numéro de janvier un article intitulé «Où est passé Marius ?» dont la haine raciale qui s'en dégage n'est pas à démontrer comme on peut en juger :

«Lorsqu'on quitte l'autoroute du Sud, à la porte d'Aix, on entre, brutalement, dans un Chicago des années 1930 où Dillinger se serait appelé Mustapha. Cette foule frôleuse, patibulaire, désœuvrée, malade, pouilleuse, pathétique, vous enserre et ne vous quittera plus.

«Assassins, prostituées, pauvres diables sans boussole et sans femme, ils vont vous hanter tout le long de votre séjour dans cette grande ville qui fut l'une des plus gaies, des plus adorables du monde.

«Dans les rues-marchés, les "zizes" qui, il y a cinq ans encore, vous décriaient leurs tomates et leurs daurades dans un feu d'artifice de cris et de couleurs, les "zizes" se sont tués. Leurs clients noirs ou basanés les regardent l'œil vide, hagard ou affamé. Il n'y a plus de quoi rire.

«Que faut-il donc faire pour qu'à Marseille on reparle marseillais, pour que reviennent les répliques ensoleillées, les joueurs de pétanque, un petit rien de Pagnol ? (...)

L'Association de solidarité franco-arabe a fait prévaloir devant le procureur de la République à Marseille qu'un tel article tombait sous le coup de la loi du 1er juillet 1972 qui «réprime la provocation à la discrimination raciale, à la haine, à la violence raciale».

Attaquer sur tous les plans avec divers moyens le poison raciste déversé dans les organes de presse réactionnaires est une bonne chose ; nous n'avons toutefois aucune illusion sur l'issue du procès où finalement à travers le couple «Gault-Millau» c'est le régime même qui est en question.

LA GREVE DES LOYERS SE POURSUIT AU FOYER DE GEILLES

Dans un communiqué diffusé ces jours-ci, l'Association de soutien aux travailleurs immigrés de la ville d'Oyonnax indique :

«Depuis le début du mois de décembre, les locataires du foyer de Geilles ont rédigé un cahier de revendications qui a été signé par 150 personnes. Ils ont décidé d'arrêter le paiement du loyer et de verser cet argent à un compte bloqué pour faire valoir leurs droits à l'amélioration de leurs conditions d'habitat (douches, réchauds, etc.) et surtout pour obtenir une révision du prix des loyers.

Aujourd'hui, pour une chambre de 11 mètres carrés, les locataires paient 244,90 F pour un mois de 31 jours. L'augmentation a été de 33 % en 2 ans, alors

que, dans le même temps, les salaires diminuent du fait de la réduction des horaires de travail, sans compensation de salaire, poursuit l'ASTI.

A la suite de négociations avec M. Paramelle, secrétaire de l'association qui gère le foyer, avec les représentants de la municipalité, et M. Sibois, secrétaire de la chambre patronale, des engagements ont été pris pour accorder les améliorations demandées mais rien n'a été obtenu pour la diminution des loyers. En conséquence les locataires s'engagent avec l'appui de la CGT et de la CFDT, de l'Amicale des locataires et de l'ASTI, à poursuivre la grève jusqu'à ce que des négociations sérieuses s'engagent, conclut l'organisation.»

SOUSCRIVEZ POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

La souscription nationale de 25 millions «remonte» rapidement, après un lent démarrage.

Elle atteint le mardi 20 janvier au matin 156788,00 F, et nous savons que des sommes importantes devront nous parvenir dans les jours à venir ; certaines régions ayant attendu le dernier moment pour les envoyer.

Nous renouvelons cependant notre appel sous le mot d'ordre : «Souscrivez pour la dictature du prolétariat». Par là, nous n'entendons pas évidemment qu'une souscription ou que l'argent peut amener un changement brutal de régime en faveur du peuple travailleur. Nous entendons seulement rappeler que notre journal est un quotidien communiste de Parti ; un quotidien qui a toujours pris nettement position en faveur de ce principe inséparable de ce que l'on nomme le marxisme-léninisme, inséparable également de la pensée-maoïstéoung.

Notre quotidien, à l'opposé de la bourgeoisie et de ses plus fidèles laquais, comme le sieur Georges Marchais, ne brandit pas la dictature du prolétariat comme un épouvantail, où elle est assimilée à une dictature fasciste.

Le principe de la dictature du prolétariat a été avancé par Marx et Engels, puis enrichi par Lénine. Il a pour point de départ la réalité concrète et vivante de la lutte des classes

dans les pays capitalistes, notamment celle en France qui devait aboutir à sa première forme : la Commune de Paris.

Nous sommes pour la Commune de Paris, nous en défendons les principes immortels pour lesquels sont morts tant d'authentiques militants communistes dans notre pays.

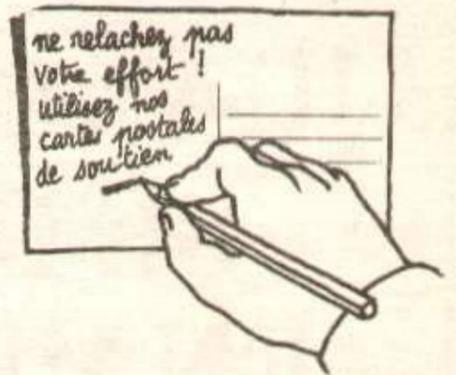
La dictature du prolétariat mille fois plus démocratique que la «démocratie bourgeoise», est au programme du PCMLF dont nous soutenons la politique et l'action.

Les plumitifs du vieux PCF ont beau essayer de nous salir aux yeux de leurs militants honnêtes (qui justement se posent des questions), en nous qualifiant dans leur revue théorique, les «Cahiers» de janvier «d'anticommunistes et anticommunistes», rien n'y fera.

Ce n'est pas nous qui avons renié les principes et trahi les enseignements de Marx, Engels et Lénine, c'est bien eux, et eux seuls.

Souscrire pour notre journal, c'est soutenir la presse quotidienne des communistes qui agissent et contribuent à la lutte révolutionnaire des masses pour le socialisme garanti par la dictature des pauvres sur les riches, par la dictature du prolétariat.

Souscrivez, amis et camarades pour la dictature du prolétariat !



TOTAL SOUSC. AU 16/1/76	Suppl. cal MN	50,00 F
AU MATIN 122 945,97 F	CDHR C. Fabien D.	1 100,00 F
Suppl. e. post. et cal.	Vive le marxisme-léninisme	300,00 F
CF pour le quot.	Pr la sousc. suppl. HR	1 000,00 F
Des ml de l'Est	CDHR SN	325,00 F
Un camarade appelé	CDHR D. Casanova M	150,00 F
Des symp. ml du Barry VJP	CDHR Dimitrieva	1 000,00 F
AG	Id. sousc. masse	29,00 F
GD	CDHR Dimitrov	15,00 F
GM	CDHR Debarge	150,00 F
PJM	Emile'	110,00 F
JBR et 2 camarades	CD Monmousseau NO	200,00 F
CDHR L. Michel SA	CDHR Delecluze	63,00 F
La solde d'un mois d'un appelé	CDHR Le Torrent	150,00 F
210,00 F	CDHR F.	960,00 F
Les CDHR L. Michel, Th. Pierre Bricot, Hoxha, Cubal, Christostome, Rivière, Pottier, Lénine, Staline, Stafa, GV Troy, Gramet Dimitrov, Marty, Tony Pi-wou, Baena, en suppl. vente cal. et e. post. (6 850 F)	CDHR P. Sémard	550,00 F
3 350,00 F	Des sympath.	25,00 F
2 postiers ml de Bretagne	CDHR F. Yveton	513,00 F
40,00 F	Une symp. pr une presse libre.	50,00 F
CDHR Le Torrent	CDHR Manouchian	1 185,90 F
150,00 F	CDHR Bancic	100,00 F
Pr le quot. BB	CDHR Marty	260,00 F
400,00 F	Id. sousc. masse	410,00 F
M. Mme VJ	CDHR C. Fabien	1 000,00 F
300,00 F	CDHR G. Moquet	11,70 F
Cercle JCMLF V. Troy	CDHR Monmousseau	300,00 F
suppl. à cal. et e. post.	C et L	500,00 F
25,00 F		

Jdanov	120,00 F	CDHR C. Fabien	220,00 F
Un camarade de M	50,00 F	Un étudiant	100,00 F
Un héritage que nous refusons comme privilège social du syst. bourgeois CH et F	5 000 F	Soutien au quot. LV	21,00 F
CP	300,00 F	Soutien militant GM	1 000,00 F
Un maître aux. et sa femme	100,00 F	Pr que vive le quot. et pr l'union rapide des ml	100,00 F
Un gr. d'artistes du front culturel	350,00 F		
Pr le quot. de la C.O.	2 000,00 F	TOTAL LE 19/1/76	
Un CDHR région rurale		AU MATIN	152 974,17 F
Ouest	670,00 F	2 camarades	500,00 F
CS	100,00 F	2 camarades	300,00 F
Pr la sousc. RG	100,00 F	Suppl. ab. Mle A.	5,00 F
NG	50,00 F	Un ml grec	10,00 F
JMJ en timbres	23,60 F	Un lecteur, une lectrice de R.	100,00 F
Une camarade immigrée	2,00 F	CDHR Hapiot	100,00 F
Un camarade pr le parti ml unique	2,70 F	Pr la sousc. RG	100,00 F
Un camarade des JCMLF		CDHR Staline C	300,00 F
C. Q. Stafa	3,00 F	Mie JG	100,00 F
Un travailleur de Sacilor	10,00 F	CDHR Garcia Sanz	380,00 F
Un artisan menuisier	1,30 F	CDHR P. Sémard N	490,00 F
CDHR en voie de constit.	36,00 F	LVC pr la sousc.	100,00 F
Suppl. à cal. LN		MM Mme J	100,00 F
Belgique	45,00 F	Suppl. abt DY	5,00 F
		Suppl. abt HJR	110,00 F
Suppl. à e. post. et cal.		Sousc. librairie	130,00 F
MK	250,00 F	Suppl. abt MBM	100,00 F
CDHR province	400,00 F	Suppl. abt GG	110,00 F
Une sympath.	20,00 F	Suppl. abt R	18,00 F
Soutien au quot. AVJ	500,00 F	Suppl. abt C	3,00 F
MJB	500,00 F	Un camarade postier à l'armée	5,00 F
En av. pr les 25 M		Suppl. abt DP	230,00 F
CDHR Garcia Sans	50,00 F	Suppl. abt VV	100,00 F
Suppl. réab. MT	10,00 F	Suppl. abt DD	5,00 F
P de B	120,00 F	Un couple d'enseignants	
Un étudiant d'Orsay	350,00 F	Bravo pr le gd format	300,00 F
Un couple symp. alsacien	100,00 F	Suppl. abt BJM	68,00 F
QD en plus du précédent soutien	50,00 F	Suppl. abt FP	40,00 F
Pr les 25 M. PC	500,00 F	Suppl. abt PD	5,00 F
Sousc. à HR DH	610,00 F	TOTAL GÉNÉRAL LE	
		20/1/76 MATIN	156 788,17 F

Montpellier HOMMAGE A CHOU EN-LAI

A l'initiative du Comité anti-impérialiste, du Comité des étudiants anti-impérialistes, et de l'Humanité-Rouge, un rassemblement a eu lieu ce jeudi 15 janvier, afin de rendre un dernier hommage au grand dirigeant communiste Chou En-lai.

Chaque organisation pronça une courte allocution rappelant le rôle éminent de dirigeant prolétarien que joua Chou En-lai dans l'édification de la nouvelle Chine socialiste, rappelant également le rôle, ô combien important, que Chou En-lai joua auprès des peuples du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonie.

Le Comité local de la JCMLF et les camarades tunisiens d'El Amel Tounsi avaient également adressé un message, s'associant ainsi à l'hommage rendu au camarade Chou En-lai.

Les 150 personnes saluèrent également la présence

d'une délégation du FUNK et le soutien du FRAP qui ont désiré s'associer eux aussi au deuil. Puis un montage diapos, retraçant l'histoire de la révolution chinoise fut projeté ; une minute de silence, poings levés, fut observée lorsqu'apparut sur l'écran le visage du regretté camarade Chou En-lai.

Le rassemblement se termina par une vibrante Internationale.

Un télégramme des différentes organisations a été adressé à son Excellence l'ambassadeur de la République populaire de Chine.

Nous avons également appris que le Comité de parti du PCMLF de la ville avait adressé lui aussi un télégramme de condoléance le lendemain du décès. Un message régional du PCMLF a aussi été distribué un peu partout sur la ville.

Correspondant HR

COMMUNIQUE

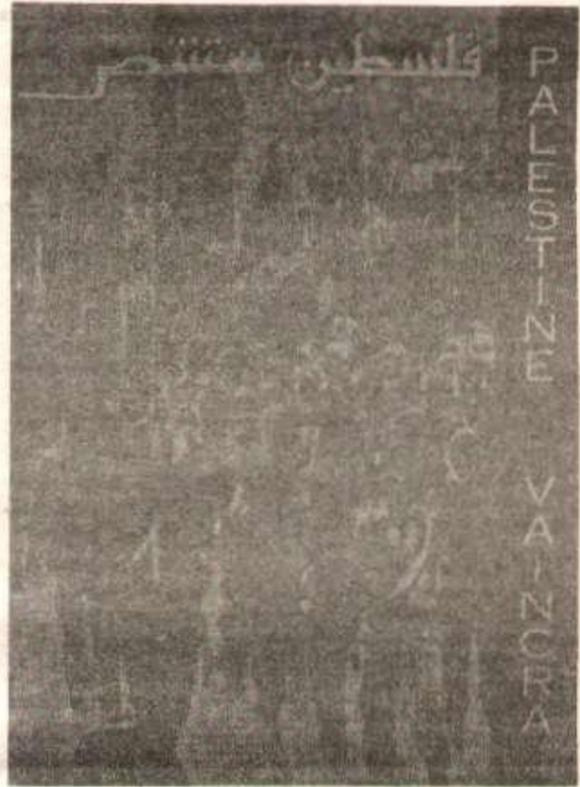
Nous avons reçu de la part du comité de Montpellier de l'Association des Amis des franco-albanaises ce communiqué qu'elle nous prie de publier :

UN COMITE QUI SE DEVELOPPE

Depuis un an que le comité des AFA existe, plusieurs projections de diapositives rapportées de voyages par des amis de l'Albanie ont eu lieu dans différents endroits, en particulier chez des amis qui invitaient autour d'eux leurs amis. Le 30^e anniversaire de la République populaire d'Albanie fut fêté l'an dernier à Montpellier. C'était la première

fois que la victoire du peuple albanais dans sa lutte de libération nationale et la constitution de la RPA étaient célébrées dans notre ville.

Depuis les activités du comité se sont développées. En particulier, une projection de diapositives présentant l'Albanie sous ses principaux aspects, historiques, géographiques, économiques, etc. eut lieu à la Cité universitaire de la Colombière et réunit plus d'une soixantaine de personnes. Actuellement le comité prépare la célébration du 31^e anniversaire qui aura



UN DOCUMENT IMPORTANT

- Le sionisme
- La Palestine et les Nations unies
- La bataille de l'UNESCO
- L'État d'Israël contre les droits de l'homme

Brochure éditée par le Collectif national pour la Palestine - 7 F - BP 146 - 75263 Paris - Cedex 06 - CCP : 18 862 75 E - Paris.

A LA DECOUVERTE DU POUVOIR POPULAIRE

Retour de Chine, nos camarades des Comités populaires CLAJ viendront nous parler de leur voyage :

LE MERCREDI 28 JANVIER 1976 A 20 H 30
68, rue de Babylone, Paris 7^e

Ils nous présenteront en même temps le film qu'ils ont réalisé dans les usines et les communes populaires.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
	Pli ouvert
1 mois	... 32 F
3 mois	... 95 F
6 mois	... 190 F
Soutien	... 300 F
	Pli fermé
1 mois	... 60 F
3 mois	... 180 F
6 mois	... 360 F
Soutien	... 500 F
CCP : L'HUMANITE ROUGE No 3022672 Lg Source.	



Education

En Albanie

L'école et la famille (2)

L'école a donc affaire à des familles aux survivances étrangères au socialisme. En présence d'un tel état de choses, notre école mène sa lutte dans deux directions : d'une part, elle s'appuie sur les côtés positifs de la famille, qui en sont les principaux traits et, d'autre part, elle s'efforce d'aider la famille à remédier à ses défauts. Comment ce mécanisme opère-t-il ? Quelle est la pratique du travail pour coordonner et concerter les efforts entre l'école et la famille ?

L'idée que notre école est ouverte se traduit aussi par le fait que les parents sont vivement intéressés à ses problèmes. Au conseil pédagogique, qui est le principal organe de chaque école, il y a les représentants des parents qui en sont membres effectifs. En outre, chaque classe a créé un groupe de parents qui collabore avec le maître-surveillant de la classe correspondante et avec les autres instituteurs qui y professent. Des réunions sont organisées périodiquement avec la participation de tous les parents. A part cela, toutes les deux semaines, dans l'après-midi, les parents viennent rencontrer les institu-

teurs. Le rôle des parents à l'école se fait nettement sentir dans la vie à l'école. Les parents expriment leurs opinions sur les programmes et les textes scolaires, ils ont le droit d'assister aux heures de classe et aux activités extrascolaires de caractère culturel, artistique, sportif, etc., ils discutent vivement de tous les problèmes de la direction de l'école, des divers aspects didactiques et éducatifs que traite le conseil pédagogique, du progrès des élèves, de la discipline, etc. Des débats passionnés et de vives discussions se déroulent dans ces réunions communes, d'instituteurs, de parents et d'élèves. Les parents critiquent sans réserve le directeur de l'école ou l'instituteur, tout en étant prêts à admettre les critiques formulées à leur égard. C'est la démocratie socialiste en action à l'école aussi. C'est ce qui fait que chacun prend conscience de la responsabilité qui lui incombe sur les problèmes concernant l'éducation des enfants.

Les parents ne ménagent donc rien pour aider l'école ; de leur côté, l'école et les instituteurs sont soumis au contrôle des parents. La

famille, à son tour, a les mêmes soucis. Les instituteurs albanais estiment qu'il est de leur devoir de visiter les familles, de s'entretenir avec elles et de voir avec les parents la situation et les conditions d'enseignement et d'éducation de leurs élèves. L'école organise des conférences, des causeries et des débats sur des problèmes concernant la pédagogie et la psychologie des enfants, ce dont les parents ont bien besoin. L'esprit lui-même de notre société contribue à ce que les parents prennent conscience de leurs responsabilités envers les enfants ; ils sont donc, comme les instituteurs, soumis au contrôle bienveillant de la société.

L'école socialiste albanaise s'intéresse à chaque élève. Même si un seul élève est en retard sur ses camarades ou s'est engagé dans une mauvaise voie, les instituteurs, la direction de l'école, la famille, l'organisation de la Jeunesse ou celle du Pionnier s'en trouvent préoccupés et ils s'emploient tous ensemble à ramener cet élève sur la bonne voie.

Le problème de l'école et de la bonne éducation de la nouvelle génération est

considéré comme un grand problème du Parti, du Pouvoir populaire et de tout le peuple. L'école et la famille considèrent ce grand intérêt pour les enfants comme un appui très important. Mais ils sont en même temps conscients du rôle et de la responsabilité qui leur incombent. Voilà pourquoi leurs liens se renforcent chaque jour, voilà pourquoi ils ont le même langage sur ces problèmes, et cette collaboration ne manquera pas de porter ses fruits. La nouvelle génération d'Albanie grandit et s'éduque pour être capable de prendre en main la cause historique de l'édification du socialisme et la faire progresser.

On peut trouver cet article ainsi que beaucoup d'autres dans « La révolution idéologique en République populaire d'Albanie », édité par l'Association des amitiés franco-albanaises.

En vente à :

AAFA
84, rue de Ménilmontant
75020 Paris
Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville
75020 Paris
La Force du livre
33, rue René Leynaud
69001 Lyon
Le Sol de la terre
4, rue du maréchal Foch
22000 St-Brieuc

PHOTOS DE RDA A BOBIGNY

Des photos de nus plus ou moins érotiques, des visages de femmes, des effets spéciaux abstraits, des paysages bizarres... sommes-nous à la FNAC, où des artistes photographes à la mode viennent exposer leurs élucubrations ? Pas du tout. Nous sommes dans le hall du centre commercial de Bobigny 2 (ville nouvelle du PCF) et les œuvres en question viennent de RDA (Allemagne de l'Est) exposées par le Comité de la Seine-Saint-Denis de l'Association France-RDA.

« Un certain bonheur de vivre », tel est le titre de l'exposition. Ce « bonheur » qu'on nous donne en exemple, c'est l'érotisme baptisé art — certaines photos viennent peut-être de l'exposition internationale de la pornographie qui s'est tenue récemment en Pologne ? — ; ce « bonheur », c'est un vieux satyre écarquillant les yeux devant des mannequins nus dans une vitrine, des orchestres pop', des boîtes de

nuît... bref tout le mode de vie directement importé des États-Unis, pourriture que nous connaissons bien chez nous.

Drôle de socialisme que celui des pays de l'Est et que nous chantent si souvent les dirigeants du PCF !

Mais ce n'est pas tout. On peut également voir dans l'exposition des photos d'enfants, des scènes populaires sympathiques et même de travailleurs apparemment heureux. Tiens ! la RDA aurait-elle quelques aspects socialistes ? Ou bien des photographes progressistes ?

Ne nous y trompons pas : de telles images sont nécessaires pour les services de propagande du régime allemand et leurs collègues du PCF. En effet des milliers de gens appartenant aux couches populaires passent chaque jour dans ce centre commercial, et il faut leur faire croire qu'en RDA, les travailleurs sont heureux.

L'armée en RDA. Cette photo ne figure pas dans l'exposition.



C'est ce qu'explique noir sur blanc le président de France-RDA dans son introduction en disant que l'exposition reflète la vie dans ce pays, une vie telle qu'on peut la souhaiter pour les travailleurs en France ! Par contre, on chercherait en vain la moindre

photo de chars ou de « marines » russes (ou encore de mitrailleuses des « Vopos » sur le mur de Berlin) pourtant bien présents en RDA. Il est vrai que ce n'est sans doute pas ce que souhaitent les travailleurs pour la France.

culturel

Télévision

Les charges locatives vues par FR3

UN POINT DE VUE TRES PARTICULIER

Vendredi 9 janvier, FR3 a présenté un réquisitoire soi-disant « sanglant » contre les augmentations de charges. Mais c'était révélateur : à une période où — l'émission aura quand même montré cela — partout en France les travailleurs s'organisent pour lutter contre l'exploitation qu'ils subissent aussi dans leur logement, où des actions dures s'engagent directement contre les méfaits du capitalisme (c'est la lutte contre les saisies et les expulsions à Vitry, la lutte contre les profits des trusts capitalistes comme à Villejean), qu'a-t-on vu à FR3 ? Quel point de vue de classe a été adopté ?

Evidemment on pourra dire qu'une telle question est naïve ; on ne va quand même pas attendre de la télé qu'elle dise la vérité sur les luttes !... Mais il faut savoir que cette émission a été réalisée par une équipe de journalistes « très à gauche » (sous-entendez : vraiment très proches du PC). C'est comme ça qu'ils se sont présentés quand ils sont venus nous voir à Villejean. Alors là, ça devient intéressant, car ce qu'on a vu est édifiant :

1) A entendre ces messieurs, la France est divisée en deux : les locataires et les propriétaires, et le but de l'émission était de montrer qu'on peut les réconcilier ! Voilà qui éclaire d'un jour nouveau les perspectives de la lutte des classes !...

2) Il n'a, à aucun moment, été question de montrer combien le prix des charges pèse lourd sur le budget d'une famille ouvrière : on a vu de beaux immeubles, équipés de tas de gadgets modernes (y compris l'aquarium ou la mini-piscine) et les représentants du gouvernement ont eu beau jeu pour dire ensuite que si les charges étaient si chères aujourd'hui, c'est que « les gens en voulaient trop ». C'était commode pour éviter de parler des vrais problèmes que rencontrent les familles ouvrières qui n'habitent pas de tels logements !

3) On a vu sans arrêt des locataires opposés à leur propriétaire, et lui reprochant de facturer des éléments qu'il devrait payer ou de ne pas donner de justificatifs assez clairs. Et du coup, on a souvent entendu comme conclusion, des locataires demander que les

propriétaires soient plus ouverts, plus compréhensifs... Mais est-ce que c'est cela qui empêchera les prix de monter ?

4) On a vu aussi des habitants « bien mis », dans des ensembles coquets expliquer qu'avec leur municipalité, il y a moyen de s'arranger, car ce sont des gens intelligents : c'était à Sarcelles, municipalité révisionniste, dans un ensemble résidentiel où espaces verts et jets d'eau ont dû contribuer à arrondir bien des angles...

5) Et pour finir, les conclusions : tous ces problèmes s'arrangeraient si :

— les propriétaires y mettaient un peu de leur et se modernisaient un peu ;

— les locataires connaissent mieux leurs droits ;

— si tout le monde s'asseyait à la même table avec élus, gérants, etc.

La solution, c'est la « cogestion », la participation !

Et le capitalisme là-dedans ? On n'en a pas vu la couleur... Et c'est justement ce qui a choqué des télespectateurs de Villejean : on s'est servi d'une lutte anticapitaliste (car le conflit qui nous oppose à la Sobrec à Villejean est directement lié au système capitaliste) pour la noyer dans un grand bain de participation et de réformisme ! La forme de lutte adoptée à Villejean a même été qualifiée de risquée, et on est très vite passé sur le mot d'ordre de blocage des charges pour s'attarder sur un comité de quartier « qui a atteint un plus grand degré de maturité » (!) et là encore il s'agissait de montrer les avantages de la cogestion.

Par ailleurs la pièce de théâtre que des habitants ont réalisée à partir de leur lutte a été dénaturée complètement : présentée comme une « pantalonnade » par les réalisateurs, son contenu anticapitaliste a été soigneusement escamoté pour ne laisser que l'image de « doux rigolos »...

Une telle émission ne sert pas les intérêts réels des travailleurs en lutte dans le cadre de leur logement ; elle n'a servi qu'à montrer le point de vue de la « gauche » : il n'y a là-dedans rien de bon pour les travailleurs !

Des marxistes-léninistes
du quartier de Villejean
à Rennes

Nous avons noté :

SEMAINE CULTURELLE
DU FRAP ET DE L'UPA
à la faculté de Jussieu
Mo Jussieu
jusqu'au 23 janvier

L'Humanité Rouge

document

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (1) LE CONGRES DE TOURS RENIE...

En 1920, à Tours, naît le Parti communiste français qui adhère immédiatement aux 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste.

La première de ces 21 conditions contient notamment la recommandation suivante : « Il ne convient pas de parler de la dictature prolétarienne comme d'une formule apprise et courante ; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour tout ouvrier, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne, systématiquement notés par notre presse. »

L'objectif de la dictature du prolétariat est tellement inséparable de l'idéal révolutionnaire du communisme que encore aujourd'hui les statuts du PCF y font référence. Et pourtant...

Mercrédì 7 janvier, sur la deuxième chaîne, Georges Marchais est l'invité du soir. A la télévision dirigée par la bourgeoisie au pouvoir comme chacun sait, il est venu faire un numéro de charme. Il faut sourire, sourire beaucoup, en un mot il faut rassurer : c'est le prix des voix à gagner pour l'emporter aux prochaines élections. Et dans ce domaine, il est prêt à aller très loin, Marchais, à faire toutes les promesses, à tranquilliser tous les réactionnaires. Justement on l'interroge sur la « dictature du prolétariat ». Cette dictature du prolétariat qui fait trembler de longue date les nantis. Car pour tout communiste authentique, la « dictature du prolétariat » c'est le seul contenu possible de l'Etat de type nouveau à instaurer pour édifier une société socialiste de transition vers le communisme : c'est un des principes de base du marxisme-léninisme. Marx, Engels, Lénine et tous les authentiques communistes ont dû lutter sans cesse contre les détracteurs de la dictature du prolétariat.

Des milliers et des milliers de communistes français sont morts avec cet espoir dans le cœur, et voilà que le secrétaire du Parti qui se dit encore communiste déclare : « Aujourd'hui le mot dictature ne correspond pas à ce que nous voulons. Il a une signification insupportable ! »

La bourgeoisie, à qui Georges Marchais a déjà donné des gages de sa servilité, n'en croit tout de même pas ses oreilles, la mariée est tellement belle ! Les commentaires vont bon train : c'est ainsi que l'éditorialiste de l'hebdomadaire de la grande bourgeoisie, « Le Point », écrit : « Georges Marchais annonce, jovial, ce qu'il ignore encore : qu'il n'est plus communiste ! »

Il appartenait aux authentiques communistes de rétablir la vérité et la clarté, et sur la dictature du prolétariat et sur le système en vigueur en URSS. C'est ce que nous voulons faire.

Il y a une ambiguïté qui plane depuis les dernières déclarations de G. Marchais. On croirait, à entendre presse et radio, que c'est aujourd'hui que les dirigeants du PCF ont abandonné le principe de la « dictature du prolétariat ». En réalité le secrétaire général du PCF n'a fait l'autre semaine qu'officialiser, ou si l'on veut « normaliser », une ligne politique bien plus ancienne. Comme l'explique sans honte une rédactrice de l'organe théorique du PCF « France nouvelle » : « La vieille peau finit toujours par tomber, pour laisser la peau neuve respirer librement » et elle ajoute plus loin que « cette idée (de rejeter le principe de la dictature du prolétariat - NDLR) n'a cessé d'être discutée et de mûrir dans les rangs du PC depuis le Manifeste de Champigny ».

Encore faudrait-il remonter plus loin, à 1956 et au XX^e Congrès du PC d'Union soviétique. A partir de ce congrès, Khrouchchev ne devait plus parler que de l'« Etat du peuple tout entier » pour remplacer la « dictature du prolétariat » instaurée sous la direction de Lénine et défendue sous celle de Staline.

Mais pourquoi est-ce aujourd'hui seulement que le chef de file des révisionnistes français répudie ouvertement la « dictature du prolétariat » dira-t-on. C'est que ce reniement est une tentative pour sortir le PCF de l'impasse dans laquelle il est engagé. Ce n'est pas un hasard si c'est quelques semaines avant l'ouverture du XXII^e



Marx et Engels, premiers théoriciens de la dictature du prolétariat

chais à l'automne 1974 proposait d'aller plus loin et d'étendre l'union aux gaullistes.

Mais il fut battu au XXI^e Congrès extraordinaire et le mot d'ordre d'« Union du peuple de France » fut rejeté. Au lieu de cela une tactique de harcèlement des socialistes fut déclenchée. En même temps le langage du PCF se « gauchisait ». A l'automne 1975, les résultats n'étaient guère meilleurs qu'en 1974. Marchais est donc revenu à la charge, d'autant plus facilement que le PC portugais a enregistré des échecs avec sa ligne putschiste et le PC italien quelques succès avec son « compromis historique », une alliance avec tous les partis bourgeois. Car pour arriver au niveau du pouvoir central par les élections, en système capitaliste il n'y a pas de secret : il faut plaire à la bourgeoisie, travailler pour elle, lui donner des garanties, encore des garanties, toujours plus de garanties.

Mais si Marchais et les autres dirigeants du PCF sont prêts à tout de ce côté-là, il n'en va pas de même pour les militants, surtout quand ils sont ouvriers travaillant effectivement à la production. C'est ainsi que le premier membre de la cellule Pierre Sémard des cheminots de Villeneuve-Saint-Georges indigné par le texte préparatoire au XXII^e Congrès écrivait à l'« Humanité » le 5 janvier : « Je n'ai vu inscrit dans ce texte aucune référence soit-elle à la dictature du prolétariat. J'ose espérer qu'il ne s'agit bien que d'une lacune... ». Un autre militant également de la région parisienne écrivait : « Pouvoir de la grande majorité du peuple, la dictature du prolétariat est donc infiniment plus démocratique que la dictature bourgeoise sous ses formes les plus libérales ».

Pour lever ces obstacles, Marchais a fait un petit coup de force : avant même les décisions du congrès il a jeté son poids dans la balance tout en déclarant hypocritement à la télévision : « Le Congrès décidera ».

Bien entendu, la bourgeoisie s'est immédiatement chargée de faire une large publicité aux positions de Marchais. Mieux, les vieux anticommunistes acharnés, les Defferre et les Mauroy ont récompensé tant de « bonne volonté » : ils ont parlé de chasser

leurs alliés membres de partis de la coalition gouvernementale et de constituer des listes d'« Union de la gauche » à Lille et à Marseille. De son côté, Mitterrand à la réunion des partis socialistes d'Europe vient de présenter un vigoureux plaidoyer pour l'alliance avec les partis révisionnistes : à l'appui de sa thèse, il a cité des sondages selon lesquels le parti socialiste représenterait actuellement 30 % du corps électoral et le parti communiste 18 % seulement, il s'est vanté d'être à l'origine des abandons de Marchais.

On voit aisément d'ores et déjà l'importance politique du reniement ouvert de la « dictature du prolétariat » par le PCF.

C'est le rapport des forces au sein de la bourgeoisie qui pourrait s'en trouver modifié d'autant plus que certains gaullistes hostiles à l'unité européenne s'éloignent de la fraction gouvernementale.

Reflet de la crise profonde du capitalisme et de la débandade des révisionnistes modernes, le nouveau cours du PCF pourrait bien agir à son tour sur les deux facteurs qui se conjuguent dans les actuels bouleversements en Europe : les facteurs de révolution et les facteurs de guerre.

En effet, le PCF de Marchais demeure la principale force prosoviétique en France puisqu'il cache au peuple les préparatifs de guerre agressifs du social-impérialisme russe et qu'il propage la « détente » : en renforçant ses positions auprès de représentants éprouvés de la bourgeoisie, il contribue à affaiblir la vigilance du pays face à la superpuissance la plus dangereuse en Europe. Cela a pour effet d'accroître le danger de guerre.

Mais en même temps, en abandonnant ouvertement la dictature du prolétariat, Marchais désigne lui-même les communistes marxistes-léninistes et leur parti jeté, lui, dans la clandestinité par la bourgeoisie, comme le seul héritier du parti fondé voici plus de cinquante ans à Tours pour conduire le peuple à la révolution prolétarienne et au communisme.

Demain : « Pourquoi Marx a dit que la dictature du prolétariat est nécessaire »



La dictature du prolétariat c'est la domination de la classe ouvrière et des masses populaires sur leurs anciens exploités.

La bourgeoisie française n'est pas la seule à réagir. A Moscou, la nouvelle bourgeoisie qui a transformé le premier pays de dictature du prolétariat en un pays de dictature bourgeoise fasciste, s'inquiète : la référence au marxisme-léninisme lui est nécessaire pour tromper les peuples d'Europe. Marchais est rappelé publiquement à l'ordre... par des idéologues chargés de justifier la répression des mouvements de masse en URSS, les camps de concentration, les internements d'opposants en hôpitaux psychiatriques, etc...

Ainsi une question tout à fait claire est-elle devenue particulièrement embrouillée.

Congrès de son parti que Georges Marchais déclare : « La notion de dictature du prolétariat ne recouvre pas la réalité de notre politique... ». Il faut se souvenir des conditions dans lesquelles fut convoqué ce XXII^e Congrès et suivre les controverses sur la « dictature du prolétariat » dans la tribune de discussion de l'« Humanité » pour comprendre.

Lorsque le 18 septembre dernier le Comité central du PCF s'est réuni, les deux tactiques successivement employées pour faire avancer son influence avaient échoué. L'« Union de la gauche » a profité aux socialistes. Le PCF n'a pas gagné de voix. Mar-